

2° que les droits au paiement dans leur ensemble ou d'une partie, sont transférés à un ou plusieurs acheteurs ou preneurs.

Art. 8. L'entité compétente décide sur la base des preuves fournies et des pièces justificatives jointes sur la recevabilité et le bien-fondé de la demande.

Lorsque la demande de transfert de données de références de l'agriculteur est recevable et fondée, les droits de paiement sont accordés. La valeur de ces droits au paiement est calculée conformément aux articles 14, 20 et 21 du règlement délégué (UE) n° 639/2014 et à l'article 6 du règlement d'exécution (UE) n° 641/2014.

Si la demande de l'agriculteur est refusée, il peut soumettre une réclamation motivée à l'entité compétente. La réclamation doit être envoyée par lettre recommandée au plus tard dans les trente jours après la notification du refus de révision.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Bruxelles, le 23 janvier 2015.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29081]

29 JANVIER 2015. — Décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), le décret du 9 janvier 2003 sur la transparence, l'autonomie, et le contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française et le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Les activités commerciales menées par l'entreprise en rapport avec sa mission de service public doivent être conformes aux conditions suivantes :

- 1° ces activités ont pour but d'appuyer l'offre de l'entreprise dans le cadre de sa mission de service public, d'en faciliter la réalisation ou d'en alléger les coûts;
- 2° la transparence des dépenses et recettes qui y sont liées est assurée par le biais d'une comptabilité séparée;
- 3° ces activités sont exécutées aux conditions normales du marché;
- 4° si ces activités sont menées par l'intermédiaire d'une société filiale, celle-ci doit disposer d'une réelle autonomie de gestion et de politique tarifaire par rapport à l'entreprise.

Afin de prévenir toute subvention croisée, les relations entre l'entreprise et ses filiales, visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, sont conformes aux conditions normales de marché.

Il convient d'entendre par activités commerciales, telles que visées à l'alinéa 1^{er}, toutes les activités qui visent à tirer parti de la notoriété des services de médias audiovisuels linéaires et non linéaires et, plus particulièrement, des programmes et des contenus offerts au public par l'entreprise, et des services de la société de l'information qui y sont liés.

Une liste de ces activités commerciales est reprise dans le contrat de gestion de l'entreprise. ».

Art. 2. L'article 4 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'entreprise publie dans son rapport annuel un aperçu exhaustif des différentes missions spécifiques qu'elle exerce à la demande du Gouvernement. Cet aperçu comprend, notamment, une description de la compensation de ces missions spécifiques.

Avant de confier à l'entreprise une mission spécifique relative à un nouveau service important, le Gouvernement invite l'entreprise à mettre en œuvre la procédure de consultation publique et d'autorisation visée à l'article *9bis*. L'introduction d'une mission spécifique relative à un nouveau service important ou à une modification substantielle d'un service existant entraîne une modification du contrat de gestion par la signature d'un avenant au contrat de gestion. L'entreprise informe les tiers de l'introduction d'une mission spécifique sur son site internet. Les missions spécifiques sont soumises aux mêmes exigences de contrôle et de transparence que les missions de service public visées par le présent décret et le contrat de gestion. ».

Art. 3. A l'article 9 du même décret, le paragraphe *3bis*, inséré par l'article 2 du décret du 19 décembre 2002, est remplacé par ce qui suit :

« § *3bis*. Dix mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Gouvernement sollicite l'avis du Parlement sur les éléments constitutifs du prochain contrat de gestion, tels que proposés dans une note d'intention détaillée, précisant l'étendue des missions et des services que l'entreprise devrait être amenée à mettre en œuvre dans le cadre de son prochain contrat de gestion.

Le Parlement procède à une large consultation publique, le cas échéant assisté d'experts scientifiques, sur l'importance de la mission de l'entreprise et sa concrétisation au cours du nouveau contrat de gestion, compte tenu des évolutions importantes sur le marché des médias et dans le domaine de la technologie, de l'évolution du paysage médiatique et du rôle à jouer par l'entreprise. Il évalue le marché des médias à la lumière des changements dans la situation économique du paysage médiatique, de l'offre médiatique sur le marché de la Communauté française en général, des évolutions technologiques, des tendances internationales, de la protection et de la promotion de la culture et de l'identité de la communauté française et des attentes et besoins de l'utilisateur de médias.

Dans les quatre mois, le Parlement remet ses recommandations au Gouvernement et les publie sur le site internet du Parlement. A l'expiration de ce délai, le Gouvernement finalise le nouveau contrat de gestion avec l'entreprise en tenant compte de ces recommandations. Cette procédure est sans préjudice de la procédure prévue à l'article 9bis. ».

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré, après l'article 9, un chapitre *IIbis*, intitulé :

« Chapitre *IIbis*. – Procédure d'évaluation préalable au lancement de nouveaux services importants et des modifications substantielles des services existants », comportant un article 9bis, rédigé comme suit :

« Art. 9bis. § 1^{er}. L'entreprise ne peut mettre en œuvre un nouveau service important ou une modification substantielle d'un service existant, sans que soit mise en œuvre la procédure d'évaluation préalable visée au présent article et sans signature par l'entreprise et le Gouvernement d'un avenant au contrat de gestion.

Le contrat de gestion contient une disposition par laquelle le Gouvernement impose à l'entreprise de suivre la procédure d'évaluation préalable, dont le Gouvernement en précise exclusivement les modalités complémentaires ou accessoires après consultation de l'entreprise.

§ 2. Un « nouveau service important » ou une « modification substantielle d'un service existant » est un service ou une modification d'un service existant qui remplit les deux conditions cumulatives suivantes :

- 1° un nouveau domaine d'activité de l'entreprise, à savoir, tout service ou modification d'un service de média audiovisuel linéaire ou non linéaire existant ou d'un service de la société de l'information existant, aboutissant à un service, autre que ceux relevant des missions de service public de l'entreprise, tels que visés dans le contrat de gestion et ne tombant pas dans les conditions d'exemption visées à l'alinéa 2;
- 2° un service ou une modification d'un service dont le coût marginal prévisionnel total pour les trois premières années du service est supérieur à 3 pourcents de la subvention allouée à l'entreprise en contrepartie de ses missions de service public pour ces trois premières années; un service dont le coût marginal prévisionnel pour les trois premières années ne remplit pas le seuil des 3 pourcents de la subvention allouée à l'entreprise, mais qui au cours des trois premières années de sa mise en service est amené à le dépasser, fera l'objet d'une évaluation préalable en vertu du présent article.

Toutefois, ne constitue pas un nouveau service important ou une modification substantielle d'un service existant :

- la diffusion ou la distribution simultanée des programmes, séquences de programmes et œuvres audiovisuelles extraits des services audiovisuels linéaires sur une nouvelle plateforme de diffusion ou de distribution, en application du principe de neutralité technologique;
- un service temporaire de moins de dix-huit mois effectué sous forme de test d'innovation destiné à collecter des informations sur la faisabilité et la valeur ajoutée de ce service temporaire; s'il est décidé de lancer ce service temporaire de manière permanente et que celui-ci répond à la définition de nouveau service important ou de modification substantielle d'un service existant, une procédure d'évaluation préalable sera initiée, conformément au présent article.

En tout état de cause, ne constitue pas un nouveau service important un service existant de l'entreprise, prévu par un contrat de gestion dont l'entrée en vigueur est antérieure au 1^{er} janvier 2013 et qui a été effectivement mis en œuvre avant cette date.

Toute modification de cette définition fait l'objet de la consultation publique appropriée visée à l'article 9, § 3 bis.

§ 3. Le conseil d'administration de l'entreprise notifie sur le champ au bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel toute décision qu'il prend concernant tout nouveau service important ou toute modification substantielle d'un service existant, qu'elle soit positive ou négative, accompagnée de ses motifs de fait et de droit.

S'il estime que cette décision ne respecte pas les critères définis au § 2 et dans le contrat de gestion, le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel peut annuler la décision, dans un délai de quatre jours ouvrables à partir de la date de sa réception, à la majorité des deux tiers des voix.

Si le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel annule la décision du conseil d'administration de l'entreprise, celle-ci ne peut pas poursuivre le lancement du nouveau service important ou toute modification substantielle d'un service existant sans avoir procédé aux modifications appropriées du nouveau service important en projet permettant de répondre aux griefs du bureau du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et sans réévaluer le caractère nouveau et important de celui-ci, conformément au premier alinéa de ce paragraphe.

Si le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel n'annule pas la décision du conseil d'administration de l'entreprise, celle-ci est réputée définitive. Ce délai de quatre jours ouvrables peut être prolongé de quatre jours ouvrables, si le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel l'estime nécessaire. En cas de prolongation, le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel en informe immédiatement l'entreprise.

La saisine du bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel d'une notification de nouveau service important ou de modification substantielle d'un service existant, ainsi que la décision du bureau font l'objet des modalités de publication adéquates qui sont précisées par le Gouvernement dans le contrat de gestion, après consultation de l'entreprise.

§ 4. Un groupe d'experts indépendants est instauré pour évaluer les décisions prises par le conseil d'administration de l'entreprise quant aux nouveaux services importants ou modifications substantielles des services existants. Ce groupe d'expert est chargé d'entamer une procédure d'évaluation préalable, avec consultation publique, dont l'objet est de vérifier si les nouveaux services importants ou les modifications substantielles satisfont aux exigences du Protocole n° 29 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à savoir, s'ils satisfont les besoins sociaux, démocratiques et culturels de la société, tout en tenant dûment compte de leurs effets potentiels sur la concurrence.

§ 5. La composition du groupe d'experts indépendants visé au paragraphe 4 et les modalités de désignation de ses membres sont fixées par le Gouvernement dans le contrat de gestion, après consultation de l'entreprise. La désignation des trois experts indépendants respecte les incompatibilités visées à l'article 12, § 1^{er}.

§ 6. Au plus tard dans les dix jours ouvrables de sa désignation, le groupe d'experts indépendants entame une consultation publique sur la proposition de l'entreprise de lancer un nouveau service important ou de modifier de manière substantielle un service existant.

A cet effet, le groupe d'experts indépendants publie sur le site internet de l'entreprise et sur celui du Conseil supérieur de l'audiovisuel, un avis de consultation publique accompagné d'une synthèse suffisamment détaillée du projet de nouveau service important ou de modification substantielle d'un service existant pour permettre aux tiers d'en comprendre la portée et le contenu. Il invite tout tiers intéressé à lui remettre des observations écrites au plus tard quatre semaines après la date de la publication de l'avis de consultation publique sur le site internet de l'entreprise et sur celui du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Au plus tard un mois après la fin de la consultation publique, le groupe d'experts indépendants rend un avis sur le projet de nouveau service important ou de modification substantielle d'un service existant de l'entreprise.

S'il y a plusieurs projets concomitants de nouveaux services importants ou de modifications substantielles de services existants, le groupe d'experts indépendants se prononce individuellement sur chaque nouveau service important ou modification substantielle de service existant.

L'avis du groupe d'experts indépendants a pour objet :

- 1° de rassembler les observations émises lors de la consultation publique;
- 2° de s'assurer, au regard des observations émises lors de la consultation publique, que le nouveau service important ou la modification substantielle apportée à un service existant, tel qu'envisagé par l'entreprise, ne repose pas sur une erreur manifeste d'appréciation, eu égard à l'indépendance éditoriale de l'entreprise, quant à la satisfaction des besoins démocratiques sociaux et culturels en Fédération Wallonie-Bruxelles;
- 3° d'évaluer l'incidence globale de ce nouveau service ou de la modification substantielle d'un service existant sur le marché en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le groupe d'experts indépendants met en balance cette incidence globale avec la valeur des services en question pour la société.

Le Gouvernement peut fixer dans le contrat de gestion des modalités complémentaires ou accessoires de la procédure telle que visée au présent paragraphe, après consultation de l'entreprise.

§ 7. La consultation publique menée par le groupe d'experts indépendants est clôturée par la publication d'un avis sur le projet de nouveau service important ou de modification substantielle d'un service existant de l'entreprise. L'avis du groupe d'experts indépendants est publié sur le site de l'entreprise et sur celui du Conseil supérieur de l'audiovisuel et est transmis au Gouvernement et au Parlement.

§ 8. Si, sur la base des résultats de la consultation, l'avis du groupe d'experts indépendants est négatif, celui-ci propose, dans la mesure du possible, des mesures correctrices permettant la mise en œuvre du service.

§ 9. Si l'avis du groupe d'experts indépendants est positif, le conseil d'administration peut décider de mettre en œuvre le nouveau service important ou la modification substantielle du service existant.

Si l'avis du groupe d'experts indépendants conclut que le nouveau service important ou la modification substantielle d'un service existant peut être mis en œuvre moyennant une ou plusieurs mesures correctrices, le conseil d'administration peut décider de la mise en œuvre de ce service ou de cette modification moyennant le respect de cette ou de ces mesures correctrices.

Si le conseil d'administration souhaite mettre en œuvre le nouveau service important ou la modification substantielle du service existant, nonobstant un avis négatif du groupe d'experts indépendants ou sans suivre les mesures correctrices que celui-ci aurait proposées dans son avis, le conseil d'administration évoque cet avis auprès du Gouvernement, en l'invitant à adopter, dans les dix jours ouvrables, une décision définitive sur la faculté ou non de l'entreprise de mettre en œuvre ce nouveau service important ou cette modification substantielle d'un service existant. La décision de l'entreprise de saisir le Gouvernement est immédiatement publiée sur le site internet de l'entreprise, avec la mention que la décision définitive du Gouvernement sera publiée par la suite sur le site internet du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Le Gouvernement peut donner suite à cette demande dans des circonstances exceptionnelles et motive, dans ce cas, sa décision spécifiquement :

- 1° sur sa prise en compte des résultats de la consultation et les raisons pour lesquelles il estime que l'évaluation faite par les experts n'est pas correcte et que la non mise en œuvre de ce nouveau service important ou la non modification de ce service existant pourrait affecter la pérennité de l'entreprise;
- 2° et sur les détails de sa propre évaluation, concernant la satisfaction des besoins sociaux, démocratiques et culturels de la société et les effets potentiels sur les conditions des échanges et de la concurrence.

La décision du Gouvernement est publiée sur le site internet du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui peut, le cas échéant, y joindre son propre avis.

§ 10. L'introduction d'un nouveau service important ou la modification substantielle d'un service existant envisagé par l'entreprise entraîne une modification du contrat de gestion, par la signature d'un avenant au contrat de gestion. ».

Art. 5. L'article 11, paragraphe 4, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Tout citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne peut présenter sa candidature à un mandat d'administrateur au conseil d'administration de l'entreprise, pour autant qu'il apporte la preuve qu'il est réputé être d'expression française au sens de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative ou qu'il possède une excellente connaissance active et passive de la langue française, qu'il jouit des droits civils et politiques et qu'il n'a pas atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment du dépôt de sa candidature. ».

Art. 6. A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Une fois transmis au Gouvernement, au Conseil supérieur de l'audiovisuel et au Parlement, ce rapport est publié sur le site internet de l'entreprise, avant le 30 septembre de l'année suivante. »;
- 2° le 1° du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« 1° une synthèse des comptes annuels, l'inventaire, le bilan et le compte de résultats, en ce compris :

 - a) une synthèse des sources, des revenus et des coûts issus de l'exercice des activités de l'entreprise, ventilant ceux liés directement à l'exercice de la mission de service public, ceux des activités mixtes, ainsi que ceux relevant des activités commerciales;
 - b) un aperçu exhaustif des coûts nets de l'exercice de la mission de service public. ».

Art. 7. L'article 24 du même décret, modifié par l'article 57, § 2, du décret du 9 janvier 2003, est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Le Collège des commissaires aux comptes s'assure que la subvention publique affectée par la Communauté française à l'entreprise, compense réellement les missions de service public imposées par la Communauté française à l'entreprise et qu'en cas de surcompensation, celle-ci n'excède pas 10 % des dépenses annuelles budgétisées au titre de l'accomplissement de sa mission de service public, sauf exception dûment motivée en cas d'affectation, limitée dans le temps, de cette surcompensation, à l'avance et de façon contraignante par le Gouvernement, à des dépenses importantes et non récurrentes nécessaires à l'accomplissement de la mission de service public.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'utilisation exceptionnelle d'une surcompensation clairement affectée, tel que spécifiée au présent article, et au remboursement des surcompensations qui ne respectent pas les règles énoncées au présent article.

S'il ressort du rapport spécial des Commissaires aux comptes qu'il y a surcompensation au sens du présent article et de l'article 27, le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel invitera le Gouvernement à ordonner le remboursement effectif des surcompensations ou à réduire le montant de la compensation octroyée l'année suivante selon les modalités prévues à l'alinéa 4. Le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel en informe les Commissaires aux comptes.

Dans l'hypothèse où le Gouvernement ne procède pas à cette demande de remboursement auprès de l'entreprise ou que l'entreprise n'y donne pas suite, le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel impose à l'entreprise le remboursement d'un montant équivalent au montant des surcompensations non effectivement remboursées, en ce compris les intérêts calculés en application du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) no 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. ».

Art. 8. L'article 27 du même décret, modifié par l'article 2, 1°, du décret du 19 juillet 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1^{er}. Les recettes de l'entreprise sont :

- 1° la subvention affectée annuellement par la Communauté française en contrepartie de l'exécution de sa mission de service public conformément au contrat de gestion;
- 2° les recettes de communication commerciale, en ce compris les recettes de publicité, de parrainage, de placement de produits, d'aide à la production, de jeux et concours, et d'autres opérations publicitaires et activités commerciales, dans le respect des dispositions prévues au contrat de gestion;
- 3° les recettes de péage perçues pour la diffusion de certains de ses programmes déterminés par le contrat de gestion;
- 4° les dons et legs faits en sa faveur;
- 5° les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, des sociétés ou organismes auxquels elle participe;
- 6° des recettes de toute nature compatibles avec son objet social.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, ne peut excéder les coûts nets induits par la mission de service public de l'entreprise, compte tenu de ses autres revenus, y compris de nature commerciale, direct ou indirects. En cas de réserves issues de sa mission de service public excédant de manière récurrente 10 % des coûts annuels liés à la mission de service public, le Gouvernement en tient compte afin de fixer, lors du renouvellement du contrat de gestion, le montant de la subvention le plus adapté aux besoins financiers réels de l'entreprise en vue de satisfaire les missions de service public qui lui sont confiées.

§ 2. L'entreprise respecte les principes comptables suivants :

- 1° elle impute intégralement les bénéfices nets de ses activités commerciales au financement du coût net de ses missions de service public;
- 2° ses activités commerciales et celles de ses filiales ne peuvent pas être financées par la subvention publique;
- 3° elle s'interdit toute subvention croisée par les ressources publiques de l'entreprise de ses activités commerciales et de ses filiales. ».

Art. 9. A l'article 49 du décret du 9 janvier 2003 sur la transparence, l'autonomie et le contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° un paragraphe 1^{er}*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les paragraphes 1^{er} et 2 :

« § 1^{er}*bis*. En outre, pour ce qui concerne l'entreprise, le rapport des Commissaires aux comptes sera complété d'un rapport spécial, établi annuellement, relatif :

- 1° au contrôle de l'utilisation du financement public afin d'éviter la surcompensation et les subventions croisées par les ressources publiques de l'entreprise de ses activités commerciales et de ses filiales, ainsi que le niveau et l'utilisation des réserves de service public, visés à l'article 24 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);
 - 2° au contrôle du remboursement effectif de toute surcompensation éventuelle, selon les modalités fixées par le Gouvernement. »;
- 2° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le rapport spécial visé au § 1^{er}*bis* est immédiatement communiqué au bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel publie le rapport spécial, sous réserve d'une autorisation préalable de l'entreprise quant aux informations confidentielles qu'il contient. Dans l'éventualité où le rapport spécial contiendrait des informations de nature confidentielles, l'entreprise fournit une version non confidentielle du rapport spécial pouvant être publiée sur le site internet du Conseil supérieur de l'audiovisuel. »;

- 3° un paragraphe 4 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 4. S'il ressort du rapport spécial des Commissaires aux comptes qu'il y a surcompensation au sens des articles 24 et 27 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel, invitera le Gouvernement à ordonner le remboursement effectif des surcompensations ou à réduire le montant de la compensation octroyée l'année suivante selon les modalités prévues à l'article 24, dernier alinéa. Le bureau du Conseil supérieur de l'audiovisuel en informe les Commissaires aux comptes. Dans l'hypothèse où le Gouvernement ne procède pas à cette demande de remboursement auprès de l'entreprise ou que l'entreprise n'y donne pas suite, le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel impose à l'entreprise le remboursement d'un montant équivalent au montant des surcompensations non effectivement remboursées, en ce compris les intérêts calculés en application du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. ».

Art. 10. L'article 18, § 2, alinéas 2 et 3, du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels est abrogé et remplacé comme suit :

« Toutefois, dans les services édités par la RTBF et par les télévisions locales, la publicité et l'autopromotion ne peuvent interrompre ni une œuvre dont l'auteur veut conserver l'intégrité, ni une séquence d'un programme. Cette interdiction s'étend également aux œuvres de fiction cinématographique diffusées par les télévisions locales. ».

Art. 11. Un article 136ter est ajouté dans le même décret, libellé comme suit :

« Art. 136ter. Dans les hypothèses et selon les modalités prévues aux articles 24 et 27 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, le Collège d'autorisation et de contrôle impose à la RTBF le remboursement d'un montant équivalent au montant des surcompensations non effectivement remboursées, en ce compris les intérêts calculés en application du règlement (CE) no 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) no 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE. ».

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 29 janvier 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances
Mme I. SIMONIS

—————
Note

Session 2014-2015

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 66-1. — Rapport, n° 66-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 janvier 2015.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29081]

29 JANUARI 2015. — Decreet tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “ Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)”, wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3bis. De handelsactiviteiten die gevoerd worden door het bedrijf ten opzichte van zijn opdracht van openbare dienst moeten met de volgende voorwaarden overeenstemmen :

- 1° deze activiteiten hebben ten doel het aanbod van het bedrijf te ondersteunen in het kader van zijn opdracht van openbare dienst, de ontwikkeling ervan te vergemakkelijken of de kosten ervan te verminderen;
- 2° de doorzichtigheid van de uitgaven en de ontvangsten die hieraan verbonden zijn, wordt verzekerd via een afzonderlijke boekhouding;
- 3° deze activiteiten worden uitgevoerd onder de normale voorwaarden van de markt;
- 4° indien deze activiteiten gevoerd worden door bemiddeling van een dochtermaatschappij, moet deze over een werkelijke autonomie inzake het beheer en het prijsbeleid beschikken ten opzichte van het bedrijf.

Om elke kruissubsidie te voorkomen zijn de betrekkingen tussen het bedrijf en zijn dochtermaatschappijen bedoeld in het eerste lid, 4° in overeenstemming met de normale voorwaarden van de markt.

Onder handelsactiviteiten, zoals bedoeld in het eerste lid, worden verstaan, alle activiteiten die erop gericht zijn gebruik te maken van de bekendheid van de lineaire en de niet-lineaire audiovisuele mediadiensten en, in het bijzonder, van de programma's en inhoud aangeboden aan het publiek door het bedrijf, en van diensten van de informatiemaatschappij die hieraan verbonden zijn.

Een lijst van deze handelsactiviteiten is in de beheersovereenkomst van het bedrijf opgenomen. ».

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Het overheidsbedrijf publiceert in zijn jaarverslag een uitvoerig overzicht van de verschillende specifieke opdrachten die het op aanvraag van de Regering uitvoert. Dit overzicht bevat inzonderheid een beschrijving van de compensatie van deze specifieke opdrachten.

Alvorens een specifieke opdracht betreffende een nieuwe belangrijke dienst aan het bedrijf toe te vertrouwen, verzoekt de Regering het bedrijf om de procedure voor de openbare raadpleging en voor de vergunning bedoeld in artikel 9*bis* uit te voeren.

De invoering van een specifieke opdracht betreffende een nieuwe belangrijke dienst of een aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst leidt tot een wijziging van de beheersovereenkomst door de ondertekening van een aanhangsel bij de beheersovereenkomst. Het bedrijf licht de derden in over de invoering van een specifieke opdracht op zijn website. De specifieke opdrachten zijn onderworpen aan dezelfde vereisten inzake controle en doorzichtigheid als de opdrachten voor openbare dienst bedoeld in dit decreet en de beheersovereenkomst. ».

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt § 3*bis*, ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 19 december 2002, vervangen als volgt :

« § 3*bis*. Tien maanden vóór de vervaldatum van de beheersovereenkomst vraagt de Regering het advies van het Parlement over de elementen waaruit de volgende beheersovereenkomst zal bestaan, zoals voorgesteld in een omstandige intentienota met vermelding van de omvang van de opdrachten en diensten die het bedrijf zou moeten uitvoeren in het kader van zijn volgende beheersovereenkomst.

Het Parlement houdt een brede openbare raadpleging, in voorkomend geval met de hulp van wetenschappelijke deskundigen, over het belang van de opdracht van het bedrijf en zijn concretisering tijdens de nieuwe beheersovereenkomst, rekening houdend met de belangrijke ontwikkelingen op de mediamarkt en op het gebied van de technologie, de evolutie van het medialandschap en de rol die het bedrijf moet spelen. Het evalueert de mediamarkt in het licht van de veranderingen in de economische toestand van het medialandschap, het media-aanbod op de markt van de Franse Gemeenschap in het algemeen, de technologische evoluties, de internationale tendensen, de bescherming en de promotie van cultuur en de identiteit van de Franse Gemeenschap en de verwachtingen en behoeften van de mediagebruiker.

Binnen de vier maanden geeft het Parlement zijn aanbevelingen aan de Regering en maakt ze bekend op de website van het Parlement. Bij het verstrijken van deze termijn werkt de Regering de nieuwe beheersovereenkomst af met het bedrijf rekening houdend met deze aanbevelingen. Deze procedure doet geen afbreuk aan de procedure bedoeld in artikel 9*bis*. ».

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt, na artikel 9, een hoofdstuk II*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk II*bis*. – Voorafgaande evaluatieprocedure voor het opstarten van nieuwe belangrijke diensten en aanzienlijke wijzigingen van de bestaande diensten », met een artikel 9*bis*, luidend als volgt :

« Art. 9*bis*. § 1. Het bedrijf mag geen nieuwe belangrijke dienst of een aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst uitvoeren zonder dat de voorafgaande evaluatieprocedure bedoeld in dit artikel uitgevoerd wordt en zonder ondertekening door het bedrijf en de Regering van een aanhangsel bij de beheersovereenkomst.

De beheersovereenkomst omvat een bepaling volgens dewelke de Regering aan het bedrijf oplegt de voorafgaande evaluatieperiode te volgen, waarvan de Regering uitsluitend de aanvullende of bijkomende nadere regels ervan bepaalt na raadpleging van het bedrijf.

§ 2. Een « nieuwe belangrijke dienst » of een « aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst » is een dienst of een wijziging van een bestaande dienst die de beide volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

- 1° een nieuw activiteitsdomein van het bedrijf, namelijk elke dienst of elke wijziging van een bestaande lineaire of niet-lineaire audiovisuele mediadienst of van een bestaande dienst van de informatiemaatschappij, waarbij tot een andere dienst wordt geleid, dan deze die behoren tot de opdrachten van openbare dienst van het bedrijf, zoals bedoeld in de beheersovereenkomst of die niet onder de voorwaarden voor vrijstelling bedoeld in het tweede lid vallen;
- 2° een dienst of een wijziging van een dienst waarvan de globale geraamde marginale kosten voor de drie eerste jaren van de dienst hoger zijn dan 3 percent van de subsidie die toegekend wordt aan het bedrijf voor zijn opdrachten van openbare dienst voor deze drie jaren ; een dienst waarvan de geraamde marginale kosten voor de drie jaren de drempel van 3 percent niet behalen van de subsidie die toegekend wordt aan het bedrijf, maar die tijdens de eerste drie jaren van zijn invoering ertoe gebracht wordt ze te overschrijden, zal voorafgaandelijk geëvalueerd worden overeenkomstig dit artikel.

Nochtans is geen nieuwe belangrijke dienst of geen aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst :

- de uitzending of de simultane verdeling van programma's, programmafragmenten en audiovisuele werken uit lineaire audiovisuele diensten op een nieuw uitzendings- of verdelingsplatform, met toepassing van het principe van de technologische neutraliteit;
- een tijdelijke dienst van minder dan achttien maanden verleend in de vorm van een innovatietest bestemd voor de verzameling van informatie over de haalbaarheid en de toegevoegde waarde van deze tijdelijke dienst ; indien beslist wordt deze tijdelijke dienst in een permanente dienst om te zetten en indien deze aan de definitie van de nieuwe belangrijke dienst of van de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst beantwoordt, zal een voorafgaande evaluatieprocedure overeenkomstig dit artikel ingeleid worden..

In ieder geval behoort niet tot een nieuwe belangrijke dienst, een bestaande dienst van het bedrijf, bepaald in een beheersovereenkomst waarvan de inwerkingtreding vroeger is dan 1 januari 2013 en die werkelijk vóór deze datum uitgevoerd werd.

Elke wijziging van deze definitie maakt het voorwerp uit van een aangepaste openbare raadpleging bedoeld in artikel 9, § 3*bis*.

§ 3. De raad van bestuur van het bedrijf deelt onmiddellijk aan het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector elke beslissing mee die hij neemt wat betreft elke nieuwe belangrijke dienst of elke aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst, ongeacht of ze positief of negatief is, samen met de feitelijke en juridische redenen.

Indien hij van mening is dat deze beslissing de criteria bepaald in § 2 en in de beheersovereenkomst niet naleeft, kan het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de beslissing nietig verklaren binnen een termijn van vier werkdagen vanaf haar ontvangstdatum en bij een meerderheid van tweederde van de stemmen.

Indien het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de beslissing van de raad van bestuur van het bedrijf vernietigt, kan het bedrijf het opstarten van de nieuwe belangrijke dienst of elke aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst niet voortzetten zonder de aangepaste wijzigingen aan te brengen aan de nieuwe belangrijke dienst in voorbereiding waarbij beantwoordt wordt aan de klachten van het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en zonder het nieuwe en belangrijke karakter van deze dienst opnieuw te evalueren overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf.

Indien het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de beslissing van de raad van bestuur van het bedrijf niet vernietigt, wordt deze geacht definitief te zijn. Deze termijn van vier werkdagen kan verlengd worden met vier werkdagen indien het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector het nodig vindt. Bij verlenging informeert het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector het bedrijf hierover onmiddellijk.

Het voorleggen van de bekendmaking van een nieuwe belangrijke dienst of een aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst aan het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, alsook de beslissing van het bureau, maken het voorwerp uit van aangepaste nadere regels voor bekendmaking die bepaald worden door de Regering in de beheersovereenkomst, na raadpleging van het bedrijf.

§ 4. Een groep van onafhankelijke deskundigen wordt opgericht om de beslissingen genomen door de raad van bestuur van het bedrijf te evalueren wat betreft de nieuwe belangrijke diensten of de aanzienlijke wijzigingen van de bestaande diensten. Deze groep van deskundigen wordt belast met het opstarten van een voorafgaande evaluatieprocedure, met openbare raadpleging die ten doel heeft na te kijken of de nieuwe belangrijke diensten of de aanzienlijke wijzigingen aan de vereisten beantwoorden van het Protocol nr. 29 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, met name of ze aan de sociale, democratische en culturele behoeften van de maatschappij beantwoorden, rekening houdend met hun mogelijke gevolgen op de mededinging.

§ 5. De samenstelling van de groep van onafhankelijke deskundigen bedoeld in paragraaf 4 en de nadere regels voor de aanstelling van zijn leden worden door de Regering in de beheersovereenkomst bepaald, na raadpleging van het bedrijf. De aanstelling van de drie onafhankelijke deskundigen leeft de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 12, § 1, na.

§ 6. Hoogstens binnen de tien werkdagen na zijn aanstelling houdt de groep van onafhankelijke deskundigen een openbare raadpleging op voorstel van het bedrijf om een nieuwe belangrijke dienst op te richten of om een bestaande dienst aanzienlijk te wijzigen.

Daartoe maakt de groep van onafhankelijke deskundigen op de website van het bedrijf en op dat van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector een advies van openbare raadpleging bekend, samen met een voldoende gedetailleerde synthese van het project van de nieuwe belangrijke dienst of van de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst zodat de derden de draagwijdte en de inhoud ervan begrijpen. Hij verzoekt elke betrokken derde om hem schriftelijke op- en aanmerkingen te geven en dit, ten laatste vier werken na de datum van bekendmaking van het advies van openbare raadpleging op de website van het bedrijf en op dat van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.

Hoogstens één maand na het einde van de openbare raadpleging brengt de groep van onafhankelijke deskundigen een advies uit over het project van de nieuwe belangrijke dienst of van de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst van het bedrijf.

Indien er verschillende gelijktijdige projecten van nieuwe belangrijke diensten of van aanzienlijke wijzigingen van bestaande diensten zijn, spreekt de groep van onafhankelijke deskundigen zich individueel uit over elke nieuwe belangrijke dienst of aanzienlijke wijziging van de bestaande dienst.

Het advies van de groep van onafhankelijke deskundigen heeft ten doel :

- 1° de op- en aanmerkingen te verzamelen die gemaakt zijn bij de openbare raadpleging;
- 2° ervoor te zorgen, naast de op- en aanmerkingen gemaakt bij de openbare raadpleging, dat de nieuwe belangrijke dienst of de aanzienlijke wijziging aangebracht aan een bestaande dienst, zoals bedacht bij het bedrijf, niet gebaseerd wordt op een duidelijke beoordelingsfout, gelet op de editoriale onafhankelijkheid van het bedrijf wat betreft de voldoening aan de sociale en culturele democratische behoeften in de Federatie Wallonië-Brussel;
- 3° de globale weerslag te evalueren van deze nieuwe dienst of aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst op de markt in de Federatie Wallonië-Brussel.

De groep van onafhankelijke deskundigen stelt deze globale weerslag in evenwicht met de waarde van de betrokken diensten voor de maatschappij.

De Regering kan in de beheersovereenkomst de bijkomende of aanvullende nadere regels voor de procedure bepalen, zoals bedoeld in deze paragraaf, na raadpleging van het bedrijf.

§ 7. De openbare raadpleging gehouden door de groep van onafhankelijke deskundigen wordt afgesloten door de bekendmaking van een advies over het project van de nieuwe belangrijke dienst of van de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst van het bedrijf. Het advies van de groep van onafhankelijke deskundigen wordt bekendgemaakt op de website van het bedrijf en op dat van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en wordt aan de Regering en het Parlement bezorgd.

§ 8. Indien, op basis van de resultaten van de raadpleging, het advies van de groep van onafhankelijke deskundigen negatief is, stelt deze, indien mogelijk, de corrigerende maatregelen voor waarbij de uitvoering van de dienst mogelijk wordt.

§ 9. Indien het advies van de groep van onafhankelijke deskundigen positief is, kan de raad van bestuur beslissen om de nieuwe belangrijke dienst of de aanzienlijke wijziging van de bestaande dienst uit te voeren.

Indien het advies van de groep van onafhankelijke deskundigen tot de conclusie leidt dat de nieuwe belangrijke dienst of de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst uitgevoerd kan worden mits één of meer corrigerende maatregelen, kan de raad van bestuur beslissen over de uitvoering van deze dienst of deze wijziging mits de naleving van deze corrigerende maatregelen.

Indien de raad van bestuur de nieuwe belangrijke dienst of de aanzienlijke wijziging van de bestaande dienst wenst uit te voeren, onverminderd een negatief advies van de groep van onafhankelijke deskundigen of zonder de corrigerende maatregelen te volgen die deze in zijn advies voorgesteld zou hebben, vermeldt de raad van bestuur dit advies aan de Regering door haar te verzoeken om binnen de tien werkdagen een definitieve beslissing te nemen over de mogelijkheid van het bedrijf om de nieuwe belangrijke dienst of deze aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst al dan niet uit te voeren. De beslissing van het bedrijf om de zaak bij de Regering aanhangig te maken wordt onmiddellijk bekendgemaakt op de website van het bedrijf, met de vermelding dat de definitieve beslissing van de Regering achteraf op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector zal worden bekendgemaakt.

De Regering kan gevolg geven aan deze aanvraag in uitzonderlijke omstandigheden en motiveert, in dit geval, haar beslissing inzonderheid :

- 1° over de in aanmerkingneming van de resultaten van de raadpleging en de redenen waarom ze van mening is dat de evaluatie gevoerd door de deskundigen niet correct is en dat de niet-uitvoering van deze nieuwe belangrijke dienst of de niet-wijziging van deze bestaande dienst het voortbestaan van het bedrijf in het gedrang zou kunnen brengen;
- 2° en over de details van haar eigen evaluatie betreffende de voldoening aan de sociale, democratische en culturele behoeften van de maatschappij en de mogelijke gevolgen op de voorwaarden voor de uitwisselingen en de mededinging.

De beslissing van de Regering wordt op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector bekendgemaakt. Hoge die, in voorkomend geval, zijn eigen advies eraan kan toevoegen.

§ 10. De invoering van een nieuwe belangrijke dienst of van de aanzienlijke wijziging van een bestaande dienst overwogen door het bedrijf, leidt tot een wijziging van de beheersovereenkomst door de ondertekening van een aanhangsel bij de beheersovereenkomst. ».

Art. 5. Artikel 11, § 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

« § 4. Elke burger van een lidstaat van de Europese unie kan zich kandidaat stellen voor een mandaat van bestuurder bij de raad van bestuur van het bedrijf voor zover hij het bewijs levert dat hij geacht wordt Franstalig te zijn in de zin van de wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken of dat hij een uitstekende actieve en passieve kennis van de Franse taal heeft, dat hij de burgerlijke en politieke rechten geniet en dat hij de leeftijd van 65 jaar niet bereikt heeft bij de indiening van zijn kandidatuur. ».

Art. 6. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« Zodat dit verslag aan de Regering, de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en het Parlement bezorgd wordt, wordt het op de website van het bedrijf bekendgemaakt en dit vóór 30 september van het jaar daarop. »;

2° 1° van § 2 wordt vervangen als volgt :

« 1° een synthese van de jaarrekening, de inventaris, de balans en de resultatenrekening met inbegrip van :

- a) een synthese van de bronnen, de inkomsten en de kosten voortvloeiend uit de uitoefening van de activiteiten van het bedrijf, met onderverdeling van deze die rechtstreeks gebonden zijn aan de uitoefening van de opdracht van openbare dienst, van die betreffende de gemengde activiteiten en deze die tot de handelsactiviteiten behoren;
- b) een uitvoerig overzicht van de netto kosten van de uitoefening van de opdracht van openbare dienst. ».

Art. 7. Artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 57, § 2, van het decreet van 9 januari 2003, wordt aangevuld als volgt :

« Het College van de commissarissen der rekeningen vergewist zich ervan dat de overheids subsidie die door de Franse Gemeenschap aan het bedrijf wordt toegewezen, de opdrachten van openbare dienst die door de Franse Gemeenschap aan het bedrijf worden opgelegd werkelijk compenseert, en dat, bij overcompensatie, deze niet hoger ligt dan 10 % van de jaarlijkse uitgaven die in de begroting worden opgenomen voor de uitoefening van zijn opdracht van openbare dienst, behoudens behoorlijk met redenen omklede uitzondering, wanneer die overcompensatie, op voorhand en op een dwingende wijze door de Regering, voor een in de tijd beperkte duur, wordt bestemd voor belangrijke en niet permanente uitgaven die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de opdracht van openbare dienst.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het uitzonderlijke gebruik van een duidelijk toegewezen overcompensatie, zoals nader bepaald in dit artikel, en voor de terugbetaling van de overcompensaties die de regels vermeld in dit artikel niet naleven.

Indien blijkt uit het bijzonder verslag van de Commissarissen der rekeningen dat er een overcompensatie bestaat in de zin van dit artikel en artikel 27, zal het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de Regering verzoeken om de werkelijke terugbetaling van de overcompensaties op te leggen of om het bedrag van de compensaties te verminderen die toegekend worden het jaar daarop volgens de nadere regels bedoeld in het vierde lid. Het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector informeert de Commissarissen der rekeningen hierover.

In het geval dat de Regering geen aanvraag om terugbetaling bij het bedrijf indient of dat het bedrijf geen gevolg hieraan geeft, legt het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector aan het bedrijf de terugbetaling van een bedrag op dat gelijk is aan het bedrag van de overcompensaties die niet effectief terugbetaald worden, met inbegrip van de interesten berekend met toepassing van de verordening (EG) nr. 794/2004 van de Commissie van 21 april 2004 tot uitvoering van de verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-verdrag. ».

Art. 8. Artikel 27 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 2, 1°, van het decreet van 19 juli 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. § 1. De ontvangsten van het bedrijf zijn :

- 1° de subsidie die jaarlijks door de Franse Gemeenschap wordt toegekend als tegenprestatie voor de uitvoering van zijn opdracht van openbare dienst overeenkomstig de beheersovereenkomst;
- 2° de ontvangsten uit de commerciële mededelingen, met inbegrip van de ontvangsten uit reclame, sponsoring, handelsreclame, steun ter bevordering van de productie, spelen en wedstrijden, en andere reclameverrichtingen en handelsactiviteiten met inachtneming van de bepalingen bedoeld in de beheersovereenkomst;
- 3° de ontvangsten uit de rechten verkregen voor de uitzending van sommige programma's bepaald in de beheersovereenkomst;
- 4° de schenkingen en de legaten in zijn voordeel;
- 5° de dividenden en ontvangsten, in welke vorm ook, uit maatschappijen of instellingen waarin het deelneemt;
- 6° de ontvangsten van alle aard die verenigbaar zijn met zijn maatschappelijk doel.

De subsidie bedoeld in het eerste lid 1°, mag de netto kosten niet overschrijden die voortvloeien uit de opdracht van openbare dienst van het bedrijf, rekening houdend met al zijn andere inkomsten met inbegrip van de commerciële, directe of indirecte inkomsten. Ingeval van reserves voortvloeiend uit zijn opdracht van openbare dienst die herhaaldelijk 10% overschrijden van de jaarlijkse kosten gebonden aan de opdracht van openbare dienst, houdt de Regering er rekening mee om bij de hernieuwing van de beheersovereenkomst het bedrag van de subsidie te bepalen dat het best aangepast is aan de werkelijke financiële behoeften van het bedrijf om de opdrachten van openbare dienst die aan het bedrijf toevertrouwd worden, uit te voeren.

§ 2. Het bedrijf leeft de volgende boekhoudkundige principes na :

- 1° het rekent de netto winsten van zijn handelsactiviteiten integraal aan op de financiering van de netto kosten van zijn opdrachten van openbare dienst;
- 2° zijn handelsactiviteiten en deze van zijn dochtermaatschappijen kunnen niet door de overheidssubsidie gefinancierd worden;
- 3° het legt zich het verbod op elke kruissubsidie betreffende de overheidsinkomsten van het bedrijf, enerzijds, en de inkomsten uit zijn handelsactiviteiten en die van zijn dochtermaatschappijen, anderzijds, aan te wenden. ».

Art. 9. In artikel 49 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° een paragraaf *1bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen de paragrafen 1 en 2 :

« § *1bis*. Bovendien, wat het bedrijf betreft, zal het verslag van de Commissarissen der rekeningen aangevuld worden met een bijzonder verslag dat elk jaar opgesteld zal worden en dat betrekking zal hebben op :

- 1° de controle op de aanwending van de openbare financiering om de overcompensatie en de kruissubsidies betreffende de openbare middelen van het bedrijf van zijn handelsactiviteiten en van zijn dochtermaatschappijen te vermijden, alsook het niveau en het gebruik van de reserves van de openbare dienst, bedoeld in artikel 24 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);
 - 2° de controle op de werkelijke terugbetaling van elke mogelijke overcompensatie, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. »;
- 2° paragraaf 3 wordt aangevuld als volgt :

« Het bijzonder verslag bedoeld in § *1bis* wordt onmiddellijk meegedeeld aan het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. Het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector maakt het bijzonder verslag bekend, onder voorbehoud van een voorafgaande toelating van het bedrijf wat betreft de vertrouwelijke informatie die het bevat. In het geval dat het bijzonder verslag vertrouwelijke informatie zou bevatten, bezorgt het bedrijf een niet-vertrouwelijke versie van het bijzonder verslag die bekend gemaakt zal kunnen worden op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. »;

- 3° een paragraaf 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Indien blijkt uit het bijzonder verslag van de Commissarissen der rekeningen dat er een overcompensatie bestaat in de zin van de artikelen 24 en 27 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), zal het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de Regering verzoeken om de werkelijke terugbetaling van de overcompensaties op te leggen en om het bedrag van de compensatie toegekend het jaar daarop te verminderen volgens de nadere regels bedoeld in artikel 24, laatste lid. Het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector licht de Commissarissen der rekeningen daarover in. In het geval dat de Regering geen aanvraag om terugbetaling bij het bedrijf indient of dat het bedrijf geen gevolg hieraan geeft, legt het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector aan het bedrijf de terugbetaling van een bedrag op dat gelijk is aan het bedrag van de overcompensaties die niet effectief terugbetaald worden, met inbegrip van de interesten berekend met toepassing van de verordening (EG) nr. 794/2004 van de Commissie van 21 april 2004 tot uitvoering van de verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-verdrag. ».

Art. 10. Artikel 18, § 2, tweede lid en derde lid, van het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Nochtans, in de diensten uitgezonden door de RTBF en door de lokale televisies, kunnen de reclame en de zelfpromotie noch een werk waarvan de auteur de integriteit wil bewaren, noch een fragment van een programma onderbreken. Dit verbod strekt zich ook uit tot de fictiewerken voor de bioscoop uitgezonden door de lokale televisies. ».

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 136ter toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 136ter. In de gevallen en volgens de nadere regels bedoeld in de artikelen 24 en 27 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), legt het College voor vergunning en controle aan de RTBF de terugbetaling van een bedrag op dat gelijk is aan het bedrag van de overcompensaties die niet effectief terugbetaald worden, met inbegrip van de interesten berekend met toepassing van de verordening (EG) nr. 794/2004 van de Commissie van 21 april 2004 tot uitvoering van de verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-verdrag. ».

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 januari 2015.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Présidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Vice-Président, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,

R. MADRANE

De Minister van Sport,

R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

Mevr. I. SIMONIS

Nota

Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 66-1. - Verslag nr. 66-2. -
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 28 januari 2015.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29070]

28 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004 portant réforme des consultations pour enfants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1^{er}, II;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004 portant réforme des consultations pour enfants ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2013 approuvant le contrat de gestion 2103-2018 de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2014;

Vu l'avis n° 56.863/2 du Conseil d'Etat donné le 23 octobre 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Considérant l'objectif visé à l'article 62, § 4, du contrat de gestion 2013-2018 de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, approuvé par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2013, à savoir de procéder, dans la mesure du budget disponible, à une réduction de l'écart existant entre les honoraires versés par l'O.N.E. aux médecins qui collaborent avec lui et les honoraires qui leur sont versés par l'I.N.A.M.I.;

Vu la proposition approuvée par le Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance en sa séance du 19 décembre 2013;

Sur la proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un alinéa 3 rédigé comme suit est ajouté à l'article 81, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2004 portant réforme des consultations pour enfants:

« Par dérogation à l'alinéa précédent, respectivement pour les médecins généralistes ou pour les pédiatres:

- à partir du 1^{er} janvier 2014, le montant de la rétribution horaire indexé suivant les dispositions de l'art. 98 est majoré de 2,55 euros et de 3,06 euros;

- à partir du 1^{er} janvier 2016, le montant indexé de la rétribution horaire octroyée en 2015 est majoré de 0,85 euro et 1,02 euros ;

- à partir du 1^{er} janvier 2017, le montant indexé de la rétribution horaire octroyée en 2016 est majoré de 0,85 euro et 1,02 euros;